

tations de salaires perdra beaucoup de sa force. Il y a lieu de se rappeler que ce n'est pas simplement l'argent qu'on a en poche qui compte, mais encore la quantité de biens qu'il peut procurer. Si les Canadiens peuvent maintenir des prix concurrentiels, ils pourront jouir de la paix industrielle, de la plus grande prospérité et du plus haut niveau de vie du monde.

Mme Grace MacInnis (Vancouver-Kingsway): Monsieur l'Orateur, le budget renferme quelques bons points que les membres du gouvernement nous ont expliqués en détail. Cependant, je ne crois pas qu'on puisse simplement le juger par ses bons points. Nous avons tous entendu parler de l'œuf du vicairé dont certaines parties étaient bonnes mais dont l'ensemble n'était pas bon. Jugeons donc ce budget dans son ensemble.

Je ne vais pas traiter des bons points aujourd'hui. Je parlerai plutôt de l'effet qu'a, selon moi, le budget sur la majorité des Canadiens. Certaines gens ont sans doute confiance en ce budget, si non il n'aurait pas été présenté sous sa forme actuelle. Mais bon nombre d'autres n'ont pas cette confiance, et je vous ferai observer que je rencontre bien des gens. Ceux que je vois s'inquiètent beaucoup.

Ces gens voient un gouvernement qui possède une majorité écrasante. Souvenez-vous, on nous a toujours dit qu'il fallait un gouvernement à forte majorité pour faire des réformes. Ces gens voient un gouvernement dont les vastes pouvoirs législatifs lui permettent de faire adopter les mesures qu'il veut. Ils voient un gouvernement dont les pouvoirs d'imposition sont apparemment immodérés et illimités bien qu'on leur assure que l'État peut compter sur les meilleurs talents du pays, dans la fonction publique ou parmi les économistes.

Depuis les dernières élections, le gouvernement a répété aux électeurs qu'il a mis au point un mécanisme pour créer une société juste au Canada. Depuis que le budget a été présenté et que le mécanisme s'est mis en marche, les gens qui escomptaient des résultats constatent que le gouvernement est apparemment incapable de freiner la hausse du coût de la vie; ils sont en face d'un gouvernement qui, en fait, déclare que l'inflation est loin de pouvoir éliminer les îlots de pauvreté inévitable et persistera; un gouvernement qui ne peut apparemment les empêcher de se transformer en régions sinistrées.

Les gens de ces régions voient que le gouvernement est incapable d'endiguer l'érosion de notre économie par le chômage en le rem-

plaçant par la croissance régulière de nos industries de production et de services. Ils constatent que le gouvernement ne peut donner de l'espoir à nos compatriotes jeunes ou vieux. Pire encore, ils voient par ce budget que le gouvernement emploie encore les mêmes techniques qui nous ont conduits à nos difficultés actuelles, commettant les mêmes erreurs dans tous les domaines possibles.

Je crois que les gens sont fort soucieux et même profondément inquiets. Depuis un certain temps, de plus en plus de gens viennent me faire part de leur inquiétude à propos de l'économie du pays, qui se dégrade rapidement, et à propos du gouvernement, qui est tout à fait incapable de remédier à cette situation, laisse aller les choses et ne peut rien y faire.

Comme je viens de la Colombie-Britannique, je comparerais la situation actuelle à un incendie de forêt qui fait ravage à travers le pays, incendie de l'inflation qui fait monter le coût de la vie et baisser les revenus. Le gouvernement répand de l'essence sur cet incendie de forêt, tout en disant aux gens qu'il dispose des pompes à incendie les plus modernes, d'une équipe incomparable d'économistes et de fonctionnaires, des techniques les plus perfectionnées—livres blancs, conseils, commissions, comités d'étude et tout le saint-frusquin. Il a aussi la meilleure essence qu'on puisse acheter. Voilà ce que les gens commencent à penser. Ils se contentent de lui accorder des points pour son effort, mais les conséquences sont tragiques pour les Canadiens et elles empirent toujours.

Permettez-moi de parler brièvement des gens qui auront à souffrir de ce budget, ceux pour qui ce budget est une déception, et non seulement une amère déception sur papier, mais un budget dont ils pâtiront chez eux.

Il y a d'abord les vieillards pensionnés, les retraités, comme les anciens fonctionnaires, et ceux qui ne reçoivent qu'un faible revenu fixe dont le montant a été déterminé avant que le coût de la vie n'atteigne son niveau actuel. Le groupe des pensionnés est l'exemple type. Le coût de la vie a augmenté de 4 p. 100 l'an dernier, mais leur pension, seulement de 2 p. 100, et l'écart va s'accroître davantage cette année: selon le dernier indice, le coût de la vie a monté de 4.7 p. 100 pour cette année, tandis que les pensions ne seront majorées que des 2 p. 100 prescrits par la loi. On prévoit, nous dit-on, que le coût de la vie fléchira bientôt, mais rien ne nous le laisse espérer. Le gouvernement lui-même ne nie pas que le coût de la vie poursuivra son implacable montée.